

Guide

pour les femmes issues de l'immigration

La famille

Les trois formes d'union en France

- **Le mariage** : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.
- **Le pacte civil de solidarité (PACS)** : contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- **Le concubinage, ou union libre** : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

Les ruptures d'union en France

- Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).
- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal de Grande Instance. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous condition).
 - Si vous souhaitez seule rompre le PACS, vous devez en informer votre partenaire et adresser copie de ce courrier au tribunal d'instance ayant reçu la déclaration de PACS. Si vous êtes d'accord entre partenaires, vous faites une déclaration conjointe de rupture.
 - La répudiation n'existe pas en droit français.

L'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la préfecture.

Le regroupement familial

D'une manière générale, vous pouvez être rejointe en France par votre conjoint majeur et vos enfants mineurs, et/ou par vos enfants mineurs d'une précédente union, ou par les enfants mineurs de votre conjoint. Ils bénéficieront d'un titre de séjour et du droit de travailler, selon leur âge.

Ce regroupement ne peut se réaliser que sous certaines conditions. Pour toute information, s'adresser à l'OFII.

Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure : 0810 25 27 10

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF) : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD) : à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) : 02 32 18 09 94

Police, gendarmerie : 17

Les pratiques interdites

Les violences

Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi et leurs auteurs condamnés par la loi.

Pour une urgence, faites le 17 (police, gendarmerie). Pour une écoute, faites le 39 19.

Les mariages forcés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé. L'âge légal pour se marier est de 18 ans.

Une consultation gratuite dans une Maison de la justice et du droit (MJD) vous aidera à entreprendre des démarches.

Les mutilations sexuelles féminines

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite.

Les peines peuvent atteindre 20 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende. La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger.

La polygamie

En France, le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut donc pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse dans son pays d'origine. La peine est de 1 an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

En cas de litige, le juge applique au procès soit la loi française, soit la loi étrangère déterminée par la nationalité des parties. Ces questions sont complexes, il est conseillé de consulter des professionnels du droit.

La dissimulation du visage

Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage (loi d'octobre 2010, applicable depuis avril 2011). La peine peut aller de 150 € à 30 000 € d'amende. Toute personne est concernée, quel que soit son sexe, son âge ou sa nationalité.

Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE) : 02 32 23 15 15

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF) : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD) : à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Police, gendarmerie : 17

Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS) : 01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

Le logement

Vous cherchez un logement

« Le droit à un logement décent et indépendant [...] est garanti par l'État à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière [...], n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. » (loi DALO)

Vous pouvez vous renseigner auprès de l'assistant-e de service social de secteur dans votre mairie ou à la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) à la préfecture.

En cas d'urgence, faites le 115 ou appelez l'association La Pause (hébergement ponctuel d'urgence).

Autres situations

- **Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'un travailleur social.**
- Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL).

Les aides (sous conditions)

- Prestations logement auprès de la CAF.
- Fonds de solidarité pour l'habitat auprès du Conseil général.

Agence départementale d'information sur le logement (ADIL) : 02 32 24 06 66

Caisse d'Allocations Familiales (CAF) : 0810 25 27 10

Conseil général de l'Eure : 02 32 31 50 50

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) : 02 32 24 86 01

Association La Pause : 02 32 33 52 76



- Anglais
- Turc
- Russe
- Arabe
- Espagnol
- Portugais
- Bambara
- Lingala
- Soninké

Eure

Guide

**pour les femmes issues
de l'immigration**

Family Life

Three ways of living together in France

- **Marriage**: a legal act based on the mutual consent of both spouses. Only a civil wedding is considered legal. It has to be celebrated prior to a religious or traditional wedding.
- **PACS**: a contract between two people of different or same sex.
- **Concubinage or free union**: state in which two people of different or same sex create a stable community.

Union breakup in France

■ Just as you can freely decide to live as a couple, you may also decide to break up. After breaking up, various aids can be given to you (see CAF).

- If you are married you can file for a divorce. There are four different procedures. It is the Tribunal de Grande Instance which is competent. A lawyer is compulsory. You may apply for legal aid depending on your income.
- If you are the only one deciding to break up the PACS, you have to inform your partner by mail and send a copy of this mail to the Tribunal d'Instance which had received the PACS declaration. If both of you (you and your partner) agree to break up, you just have to send a common breaking up statement by mail.
- Repudiation does not exist in French law.

Parental Authority

■ Parental authority comprises the rights and the obligations a parent has over his children until they are 18 years old. Both parents, whether married or not, living together or separately, exercise their authority jointly and equally (except in a few marginal cases).

Child abduction/wrongful removal or retention

■ A parent cannot unilaterally remove a child from his "ordinary residence" without the other parent's consent or that of the court. If there is a serious threat you may turn to the Police, the Gendarmerie or at Prefecture.

Family reunion

■ Generally speaking, you may be joined by your spouse or under legal age children who wish to come live with you in France. They will have a residence permit and a working permit. You have to fulfil certain conditions to allow your partner joining you. Under special conditions only, your partner can be allowed to join you.

You must satisfy special conditions to be rejoined by your partner. For further information call the OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF)
de l'Eure**: 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits
des femmes et des familles de l'Eure
(CIDFF)**: 12 rue de l'Esperanto à Evreux,
02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD):
à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration
et de l'intégration (OFII)**:
02 32 18 09 94

Police, gendarmerie: 17

Forbidden practices

Violences

All kinds of domestic violence: physical, sexual, moral, economical or psychological in particular by the partner or ex-partner, are illegal.

In case of emergency dial 17 (police, gendarmerie); for counselling hotline, dial 39 19.

Forced marriages

■ Marriage allows for mutual consent. If you prove that a marriage has been forced upon you, you may ask its annulment. 18 is the legal age for getting married.

A free consultation in a Maison de la Justice et

du Droit (MJD) will help you with the procedures.

Sexual mutilations

■ Any kind of sexual mutilation, as excision or infibulation, are strictly forbidden.

Convictions are very strict: 20 years prison sentences and a fine of 150 000 euros. French law applies to mutilations that took place in France or in a foreign country.

Polygamy

■ Having multiple spouses is forbidden. It is a criminal offence. No one can marry in France if they already have a spouse in their native country from whom they are not divorced. The penalty is 1 year imprisonment and 45 000 euros.

In case of lawsuit, the judge will either apply French law or the parties' national law. These matters are complex therefore it is best to see lawyer.

Concealment of the face

■ In the public space, no one is allowed to wear some clothing with the intention of dissimulating his/her face (October 2010 law, relevant since April 2011). The penalty can reach 150 euros to 30 000 euros.

**Association d'aide aux victimes
(AVEDE-ACJE)**: 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits
des femmes et des familles de l'Eure
(CIDFF)**: 12 rue de l'Esperanto à Evreux,
02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD):
à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Police, gendarmerie: 17

**Groupe femmes pour l'abolition
des mutilations sexuelles (GAMS)**:
01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

Accommodations

If you are looking for a flat

■ "The right to a decent and independent housing [...] is guaranteed by the State to any person who, living in the French territory with a regular status [...], is unable to reach the housing or maintain it by his/her own ways." (DALO law)

You may find information by calling your social worker or in your City Hall, or at la Direction départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) within préfecture.

In case of emergency dial 115 or call La Pause association (temporary emergency shelter).

Other situations

- **If your spouse is polygamous and you would like to live apart, you may find help. Call your social worker.**
- If you face difficulties: contact the ADIL.

Social aid (under certain conditions)

- For housing aids call the CAF.
- For the "Fonds de solidarité pour l'habitat", call the Conseil Général.

**Agence départementale d'information
sur le logement (ADIL)**:
02 32 24 06 66

Caisse d'Allocations Familiales (CAF):
0810 25 27 10

Conseil général de l'Eure:
02 32 31 50 50

**Direction départementale
de la cohésion sociale (DDCS)**:
02 32 24 86 01

Association La Pause: 02 32 33 52 76



Anglais

Eure

Health

Healthcare

■ Everyone in France is entitled to health care. If you are a legal immigrant, you have social security with your own identification number:

- either because you work or your spouse works,
- either you don't work and you are in France for over 3 months and have CMU.

For any other cases, go to the PASS in the nearest hospital.

The CPAM will give you a "carte Vitale" to be shown every time you visit a doctor, in case of hospitalization and when purchasing your medications.

Contraception

■ Contraception are methods used to avoid getting pregnant. The right to contraception is a legal right. You do not need anyone's permission.

In order to choose the most suitable kind for you, you may go to:

- a general practitioner,
- a gynaecologist or, under certain conditions, a mid-wife,
- a birth control centre for free and confidential medical attention.

A minor does not need parental authorization in order to take contraception.

Abortion (IVG)

■ If you are pregnant and do not wish to go through with this pregnancy, you may undergo a legal abortion. You do not need any authorisation from your family or partner.

Go to a doctor, a birth control centre or a hospital as soon as possible. Abortion is only legal **before the end of the 12th week of pregnancy.**

Centres de planification :

- Bernay (02 32 4 563 11)
 - Evreux (02 32 39 15 00)
 - Gisors (02 32 27 76 24)
 - Louviers (02 32 25 75 66)
 - Pont-Audemer (02 32 42 88 90)
 - Val de Reuil (02 32 61 11 15)
 - Verneuil sur Avre (02 32 23 60 32)
- Demander l'adresse en mairie ou auprès de l'assistant-e sociale de secteur.

Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) : 36 46

Employment

Pôle emploi

■ Any person looking for a job has to register as a job seeker in Pole Emploi, provided that he/she has a regular legal status with a working permit (and provided certain conditions such as age and physical condition are fulfilled). Pole Emploi's role is to follow up and control job seekers and unemployed people.

To have access Pole Emploi services, you have to register as a job seeker:

- either by connecting on the website www.pole-emploi.fr,
- either by calling 39 49.

If you have already been working in France, you can be entitled to get a compensation for job seekers. Pole Emploi will explain you your rights, at registration day.

The Missions Locales and PAIO

■ The Missions Locales help young people from 16 to 25 years old finding a job or getting into the professional training process. This follow up also help them to face every day problems such as housing, transportation, health and financial autonomy.

The RSA

■ The RSA is a financial aid that can be granted provided under special conditions to people who have a job but whose incomes are limited, to unemployed people or to single-headed household with children.

You have to request the RSA by your City Hall, by the social services of the Conseil général or by the CAF.

Pôle emploi : 3949 ou www.pole-emploi.fr
Conseil général de l'Eure : 02 32 31 50 50

Caisse d'allocations familiales (CAF) : 0810 25 27 10

Missions locales :
Pays d'Evreux et Eure Sud 02 32 39 77 04
Vernon-Seine-Vexin 02 32 51 50 65
Louviers Val-de-Reuil Andelle 02 32 59 76 80

Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) :
Bernay 02 32 43 36 80
Pont-Audemer 02 32 41 16 83

Residence permits

The Stay in France

■ If you are more than 18 years old and you wish to stay more than 3 months in France, you have to request a "titre de séjour" (stay authorisation). The "titre de séjour" is also for under legal age person from 16 to 18 years old who wish to have a professional activity in France.

There are 3 different types of titres de séjour:

- l'autorisation temporaire de séjour (temporary stay authorisation), valid from 1 to 6 months and renewable,
- la carte de séjour temporaire (temporary stay card), remains valid for 1 year and renewable. It can bear various specificities (such as student, temporary worker, season worker, employee, private and family life, etc.),
- la carte de résident (resident card), remains valid for a 10-year period from 10 years and renewable, except if the card holder left the French territory for more than 3 years in a row.

To apply for it

■ You have to show up at la Prefecture or la Sous-Prefecture within the 3 months upon your arrival in France. Some associations can help you building your file.

If the administration did not answer you within 4 months, it means that your request has been rejected. In that case you can contest this decision by addressing your file to the tribunal administratif where you live.

Warning : if you are married to a French citizen or if you are authorised to stay in France under the regroupement familial (a member of your family joining you) status, and if you broke up with your husband because you were a victim of domestic violence, the Prefet can, under certain conditions, grant you with the renewal of your carte de séjour temporaire (temporary stay card).

Asylum

■ In application of the 1951 Geneva Convention, the status of refugee is given to "any person [...] owing to a wellfounded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, [...] membership of a particular social group or political opinion, [...]". The Status of refugee can also be given to people escaping from forced marriages, sexual exploitation, genital mutilations, etc.

To apply for it: Upon/from your arrival, you have to go to "France Terre d'Asile" which will take an appointment for you at la prefecture de region in Rouen. According to your situation, la prefecture will give you a autorisation temporaire de séjour (temporary stay authorisation) as well as a file to fill in in French. You will have to bring it back within 21 days to OFPRA (French Office for the protection of Refugees and Stateless Citizens). The OFPRA will then request an appointment with you.

Warning : in case you receive a refusal from the OFPRA, you will have 1 month to contest this decision in front of CND (National Court for Asylum Right).

Préfecture de l'Eure :

boulevard Georges Chauvin, à Evreux
02 32 78 27 27

Sous-préfectures :

3 rue de la Sous-Préfecture à Bernay
02 32 46 76 87
10 rue de la Sous-Préfecture à Andelys
02 32 54 74 87

France terre d'asile :

1 rue Jacquard à Evreux 02 32 23 10 25

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) :

02 32 18 09 94

Pilotage

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)
Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité
Cité administrative, boulevard Georges Chauvin, 27000 Evreux

Pour la traduction

Remerciements à Antonio, Bebak, Elina, Elise, Fatima, Fatoumata, Manolito, Mohamed, Néné, Sarah, Sihem et Tuin

Ont participé à son élaboration

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)

Groupe de travail Égalité entre les femmes et les hommes de la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) du Bas-Rhin.

piloté par la mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité (Direction départementale de la cohésion sociale 67)

Illustrations

Nicolas Wintz

Mise en pages

L'intranquille

décembre 2013

ddcs@bas-rhin.gouv.fr

